



Agenda

Lundi 28 novembre

-15h : **Jean-David LEVITTE**, membre de l'Académie : « *Le 11-septembre et ses suites* ».

-Comité secret

-18h : remise des prix de la Fondation culturelle franco-taïwanaise.

Vendredi 2 décembre

-10h : Fondation Éthique et Économie. Conférence de **Ahmed ABBADI**, secrétaire général de la Rabita Mohammadia des Oulémas.

Lundi 5 décembre

-15h : Élection d'un membre titulaire au fauteuil laissé vacant par le décès de **Bernard d'ESPAGNAT**

Bruno COTTE, membre de l'Académie : « *La justice pénale internationale* ».

-Comité secret (élection du Secrétaire perpétuel)

Lundi 12 décembre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finances, salle 3.

- Déjeuner en l'honneur du Président (salon Édouard Bonnefous)

-15h : Lecture de la *Notice sur la vie et les travaux* de **Raymond BOUDON** par **Jean-François MATTEI**, membre de l'Académie.

-17h : Fondation Éthique et Économie. Conférence du **cardinal Philippe BARBARIN**, archevêque de Lyon, primat des Gaules : « Économie : liberté, égalité, fraternité ? ».

Lundi 9 janvier 2017

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finances, salle 3.

-15h : **Denis KESSLER**, membre de l'Académie : « *Quelles sont les réformes indispensables et urgentes pour rapprocher rapidement et durablement nos performances de celles de l'Allemagne en matière d'emploi, de compétitivité, et de finances publiques ?* »

Séance du lundi 21 novembre 2016

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 7 novembre, le président **Gilbert Guillaume** a passé la parole à **Philippe Levillain**, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris X et membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, pour une communication sur « Le Saint-Siège et le Vatican dans la vie internationale ». Au sein de cette dernière, le gouvernement central de l'Église catholique passe en effet pour un acteur atypique, au statut incertain mais à l'influence pleinement reconnue, ainsi qu'en témoignent ses interventions régulières comme tiers dans le cadre de négociations, telle celle en cours entre le pouvoir et l'opposition au Venezuela.

« Comment le Pape martyr, le Souverain captif a-t-il pu être relayé par un Souverain pontife, arbitre passablement décisif dans les relations internationales ? » Faisant dialoguer histoire et droit, Philippe Levillain a retracé l'évolution de la place du Saint-Siège dans le concert des nations depuis la prise de Rome en 1870, qui priva le successeur de Pierre, avec ses États, de sa souveraineté. Elle fut pourtant, estime Philippe Levillain, « la chance historique de la papauté et du Saint-Siège emprisonnés. Elle les dégagait des soupçons d'appuis intéressés dans des conflits impliquant une base territoriale. » Forte de sa neutralité *de facto*, la papauté put renouer dans ces années, à l'initiative de Bismarck, avec une tradition ancienne de médiations et de bons offices (seize entre 1885 et 1903). « Le Saint-Siège, en revanche, ne réussit pas à sortir du bilatéralisme », l'Italie veillant à l'écartier des réunions internationales, et ses appels à la paix pendant la Première Guerre mondiale ne furent guère entendus.

La création de l'État de la Cité du Vatican par les accords du Latran de 1929 associa à une « souveraineté spirituelle théorique » une « souveraineté territoriale qui pouvait agir comme un porte-voix ». Si le texte n'a pas éteint les controverses sur la portée exacte de cette souveraineté et la nature de la personnalité internationale du Saint-Siège, « nul État lié avec [ce dernier] n'a jamais mis en doute l'existence juridique de la Cité du Vatican », ce qui a permis un nouvel élan de son activité diplomatique. Celle-ci s'est notamment traduite, pour le Saint-Siège, par son adhésion aux organisations internationales créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en même temps qu'il admettait leur légitimité et encourageait leur formation. Ce fut également le temps du soutien apporté par Pie XII au projet européen, dans le contexte des débuts de la Guerre froide.

Le concile Vatican II, avec sa ligne d'ouverture au monde, a marqué une inflexion dans le discours international de l'Église catholique, désormais orienté vers la défense de la liberté religieuse et plus généralement des droits de l'homme. L'admission du Saint-Siège comme membre à part entière à la Conférence sur la paix et la sécurité en Europe, en 1975, à la demande du bloc de l'Est, a consacré ce repositionnement, également illustré par la stratégie apparemment contraire des « coups de boutoir » de Jean-Paul II contre le système communiste. L'entrée de la papauté, avec Paul VI et surtout Jean-Paul II, dans « l'âge des foules mondiales » achevait dans le même temps d'imposer dans l'espace public la figure du pontife romain comme autorité morale. Ainsi se poursuit, a conclu l'orateur, cette « mission sacrée », sous le triple mot d'ordre de la « présence », du « dialogue » et de l'« identité ».

À l'issue de sa communication, **Philippe Levillain** a répondu aux questions que lui ont posées **Yvon Gattaz**, **Yves Gaudemet**, **Bruno Cotte**, **Georges-Henri Soutou**, **Jean-Robert Pitte**, **Haim Korsia**, **Jean-François Mattei** et **Laurent Stefanini**.

Dans la presse et sur les ondes

- S'inspirant du propos de Yann Algan et Pierre Cahuc dans leur ouvrage *La Société de défiance*, prix du Livre d'économie 2008, **Chantal Delsol** s'est interrogée sur les raisons de la mauvaise perception du personnel politique français dans les sondages d'opinion (« En finir avec la société de défiance », *Valeurs actuelles*, 10 novembre 2016). Extraits : « D'où vient cette défiance qui nous rend malheureux, toujours inquiets, pleins de pessimisme et de pusillanimité ? [...] Les études montrent que l'État providence n'est pas en lui-même un facteur d'explication, puisque les modèles nordiques n'engendrent pas des sociétés de défiance. [...] Algan et Cahuc avaient bien montré que la défiance s'instaure dans une société figée en castes, où toute l'ardeur des gouvernements ne vise qu'à perpétuer indéfiniment les statuts, et donc les inégalités liées aux statuts. [...] Tout le monde sait très bien ce qu'il faudrait faire : en finir avec les corporatismes et les castes ; mais nul gouvernement ne veut bouger d'un iota de cette situation débilante. »

- **Thierry de Montbrial** a accordé au journal belge *L'Écho* un entretien paru dans l'édition du 10 novembre (« On ne peut pas mettre dans le même panier un Trump, une Le Pen ou un Orban »). Analysant les raisons de l'élection de Donald Trump, il a invité à la nuance. Extraits : « Populisme est un mot où chacun entend un peu ce qu'il veut. [...] Le rejet des élites auquel on assiste trahit le sentiment que le pouvoir de désigner les gouvernants est désormais confisqué par une classe de rentiers qui, quel que soit le résultat des votes, finira toujours par se partager le pouvoir. [...] Il se vérifie un peu partout dans la plupart des démocraties libérales et il est vrai que l'on assiste à une montée des démocraties illibérales » comme la Turquie ou la Russie. Pour autant, si « l'élection de Trump va clairement encourager les mouvements populistes européens à court terme », Thierry de Montbrial estime que le président différera du candidat et ne sera pas « réductible à une figure "populiste" européenne ». Il voit enfin dans cette élection l'occasion d'une double prise de conscience pour les gouvernements européens : que « les partis politiques attachés aux valeurs démocratiques se montrent dignes dans leur manière de gouverner vis-à-vis des valeurs qu'ils proclament » et qu'ils cessent de « croire que nous serons indéfiniment protégés par les Américains ». Interrogé le même jour par Paul Amar dans l'émission Paris/Jaffa sur la chaîne israélienne d'information continue i24news, il a décrit le président élu comme un « homme réaliste » et « capable de procéder aux ajustements nécessaires ». Sur l'OTAN ou les relations des États-Unis avec la Russie ou la Chine, Thierry de Montbrial entrevoit notamment « des inflexions, mais certainement pas tout ou rien comme le mot isolationnisme peut le suggérer ».

- **Jean-François Mattei** a signé une tribune dans *La Croix* du 15 novembre 2016 sous le titre « Éthique et vaccinations ». Extraits : « Le principe de la vaccination se trouve contesté par un mouvement d'opinion qui estime que les vaccins sont source de complications dangereuses. Les opposants aux vaccins ont augmenté ces dernières années au point que leurs certitudes ont pu ébranler certains médecins et même la justice. [...] Les enjeux sont graves, car les réseaux sociaux et les médias amplifient toujours le message des minorités militantes. En revanche, il est peu rappelé que la vaccination a permis d'éradiquer la variole de la planète comme elle est sur le point d'éliminer la poliomyélite. [...] Diminuer la protection vaccinale expose au retour de ces fléaux sanitaires comme le démontrent les épidémies récentes de rougeoles graves. [...] La situation est préoccupante, car si l'on peut admettre qu'une personne refuse d'être protégée d'une maladie qui la concerne seule, il en va autrement quand il s'agit d'une maladie transmissible. [...] Se faire vacciner est un devoir vis-à-vis de soi-même et une responsabilité envers les autres. [...] En même temps, on entend réclamer à grands cris un vaccin contre le sida, contre Zika, le chikungunya, ou même le cancer. Ce débat est exemplaire de l'état actuel de notre société, individualiste et exigeant un risque zéro qui n'existe pas. »

- **Alain Duhamel** était avec Denis Tillinac l'invité d'Alain Finkielkraut dans l'émission « Répliques » sur France Culture le 19 novembre, sur le thème « De quoi souffre la France ? » Reprenant les thèmes développés dans son dernier ouvrage *Les pathologies politiques françaises*, il est revenu sur les notions de « déclinisme » et de « nationalisme ».

À lire

- **Jacques de Larosière** a prononcé le 14 novembre un discours au Parlement européen à l'invitation de l'État de Bavière sous le titre : « Consequences of present Euro area monetary policy on savings and capital wealth formation ». Extraits : « Yields – very close to 0 or even lesser – on riskless investments should, normally, dissuade economic agents for saving and induce them into more consumption, which would support growth. But, contrary to the hopes of many, “financial repression”, especially in Europe, does not always result into an increase in consumption. [...] In the Eurozone, [...] this process doesn't seem to work : no shift to equities, no wealth-effect. [...] Perhaps more worryingly, for policy makers, the shift of repressed financial savings to consumption doesn't seem to work either. » Il a plaidé, en regard, pour une politique de taux d'intérêts plus élevés. « It is vital that central banks instill confidence and reinforce long term stability signals. » L'ensemble du propos est à lire en ligne sur le site de l'Académie (<http://www.asmp.fr/pdf/QE%20POLICIES%20BRX%2014%20Nov%202016.pdf>). Interrogé par ailleurs dans la *Lettre du Trésorier* de novembre 2016 (dossier « Quarante ans de place financière »), il est revenu sur l'évolution des politiques économiques et financières internationales depuis 1976. « Le système financier hérité des accords de la Jamaïque, déjà fragile, est rendu encore plus instable par les politiques monétaires ultra-accommodantes pratiquées depuis une dizaine d'années par de nombreuses banques centrales : les achats massifs d'actifs agissent comme un puissant anesthésiant et créent des bulles, particulièrement sur les marchés obligataires. Dans ces conditions, plus le temps passe, plus les falaises de dettes s'élèvent, plus il devient difficile, voire impossible, de faire marche arrière. »

À savoir

- **Chantal Delsol** est intervenue au Forum philo « *Le Monde* » du Mans le 5 novembre avec une conférence intitulée « La culture, cette provocation ». Le thème traité cette année par le Forum était « Hériter, et après ? ».

- **André Vacheron** a présidé la première session (Cardiologie) du deuxième Forum franco-indien de santé publique, organisé par la Fondation de l'Académie de Médecine à l'Académie le 17 novembre 2016, en partenariat avec le *All Indian Institute of Medical Sciences* (AIIMS) de New Delhi.

- **Mireille Delmas-Marty** a participé le 21 novembre à la semaine de débats « La chose publique » à la Villa Gillet à Lyon sur le thème « Comment redonner du sens au droit international ? ».